

**Allocution de Son Excellence Monsieur Hery Rajaonarimampianina
Président de la République de Madagascar
à la cérémonie solennelle d'ouverture du Sommet d'Antananarivo**

Excellences, messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,
Mesdames et messieurs les Chefs de délégation,
Distinguées Premières dames,
Madame la Secrétaire générale de la Francophonie,
Honorables invités,
Mesdames et messieurs,

Mes premiers mots sont pour vous dire « tongasoà », bienvenue à Antananarivo, la ville des mille, notre capitale. Je souhaite à toutes et à tous un excellent séjour dans notre grande île de Madagascar. La population malgache tout entière est heureuse, honorée et particulièrement fière d'accueillir ce XVI^e Sommet de la Francophonie.

Ce sommet revêt pour nous, Malgaches, une saveur particulière, tenant tant au nombre qu'à la qualité de ses acteurs et des participants.

Il nous offre aussi l'occasion, durant votre séjour, de vous montrer que notre peuple attache une attention particulière à la qualité de l'hospitalité ainsi qu'un engouement certain à accueillir les peuples amis. Nous avons à cœur de démontrer que la réputation des Malgaches à ce propos n'est pas usurpée et notre objectif est de vous faire revenir parmi nous, encore et encore.

Nous sommes encore honorés car c'est dans notre capitale, Antananarivo, qu'en 2005, la 21^e conférence ministérielle a donné naissance à la nouvelle Charte de la Francophonie, Charte qui rationalise les structures de la Francophonie et ses modes de fonctionnement, et qui a consacré l'appellation d'Organisation internationale de la Francophonie. Il a donc fallu attendre onze ans pour que les chefs d'État et de gouvernement se rencontrent enfin à Antananarivo, après un premier rendez-vous manqué en 2010.

Le peuple de Madagascar, en participant et en défendant des élections libres, transparentes et démocratiques fin 2013, a entendu tourner définitivement le dos aux crises politiques cycliques qui ont émaillé notre pays ces dernières décennies, crises qui constituaient de véritables freins aux actions de développement.

Les Malgaches sont aujourd'hui fondamentalement convaincus de la nécessité d'une stabilité pérenne pour asseoir des actions de développement solides. La communauté francophone a vivement soutenu, encouragé et reconnu l'avancée démocratique de Madagascar en décidant, lors du XV^e Sommet, à Dakar, qui s'est tenu onze mois après les élections présidentielle et législatives malgaches, de nous confier l'organisation de son XVI^e Sommet. Ce sommet résonne ainsi comme une consécration de ce retour de Madagascar dans le concert des nations.

Nous avons eu des rapports complexes avec l'histoire et, il faut le dire, nous apprenons chaque jour, comme tant d'autres pays, à dépasser les blessures de la période coloniale, avec laquelle se confond encore, à certains moments, l'usage de la langue française.

Les valeurs culturelles et linguistiques ont, bien heureusement, pris le pas sur les douleurs du passé et en cela aussi, il faut le dire, le rôle que joue notre Organisation s'avère capital.

Aujourd'hui, Madagascar c'est 4 500 000 personnes qui parlent couramment le français pour plus de vingt millions d'habitants. C'est un pays qui a le français comme langue officielle. Madagascar aujourd'hui a su démontrer son profond attachement à la Francophonie. La tenue de ce sommet et notre volonté pour y parvenir en sont une parfaite illustration.

Je tiens ici à remercier particulièrement Madame la Secrétaire générale de la Francophonie et toute son équipe pour leur solidarité, leur présence précieuse, leur aide, leur appui pour que ce sommet trouve aujourd'hui tout son éclat. Si le peuple malgache aujourd'hui est fier de ce succès, vous en êtes, Madame la Secrétaire générale, chère Michaëlle Jean, et votre équipe, en grande partie les artisans.

Ce succès, nous le devons également à vous tous ici présents. Trouvez ici notre profonde gratitude. Ensemble, avançons vers le progrès, à travers la force de notre diversité et de nos différences. Pour illustrer cette diversité, je vous cite nos écrivains, Jean-Joseph Rabearivelo ou encore Jacques Rabemananjara, figures de cette culture francophone et qui sont aussi la fierté de notre pays. Est-ce que vous savez, par exemple, que Jean-Joseph Rabearivelo n'a jamais été en France ? Ceci ne l'a pas empêché de créer, à sa façon, cet art de parler et d'écrire le français dans un esprit particulier et culturellement malgache, ce qui fait de lui un symbole de la diversité culturelle francophone. Il est considéré comme le premier poète africain moderne. Je vous invite, pour ceux qui ne le connaissent pas encore, à découvrir ses œuvres telles *La Coupe de cendres* (1924) ou le conte célèbre *Imaintsoanala* (1935).

Le plaidoyer ambitieux mais réaliste sur le thème de ce XVI^e Sommet, *Croissance partagée et développement responsable : les conditions de la stabilité du monde et de l'espace francophone*, se situe au confluent des grands enjeux mondiaux qui détermineront la marche du monde au cours de ce XXI^e siècle. Il est aussi au carrefour des objectifs et des missions de l'Organisation internationale de la Francophonie, tout en étant cohérent avec les priorités de Madagascar en raison de sa situation politique, économique et sociale.

La Déclaration d'Antananarivo, en installant le concept de " croissance partagée ", promeut un nouveau mode de développement et un nouvel équilibre des relations économiques.

En mettant en valeur un " développement responsable ", elle propose une nouvelle donne des relations Nord-Sud, par la création d'outils qui concilie équité sociale et rentabilité économique, préservation de l'environnement et création de richesses, choix et financement des nouvelles technologies et pérennité de l'action.

Ce sommet nous permettra de donner une nouvelle impulsion à la Stratégie jeunesse de la Francophonie et à la Stratégie économique pour la Francophonie, adoptées à Dakar, tout en lançant véritablement la coopération Sud-Sud.

Nous sommes convaincus que, si le monde veut durablement et efficacement lutter contre la pauvreté, créer de la richesse pour le plus grand nombre tout en préservant ses ressources naturelles et en ralentissant le réchauffement climatique, la communauté francophone doit multiplier les initiatives pour aller vers un monde plus juste et un développement soutenable sous toutes les latitudes. Ce monde plus juste auquel nous croyons repose notamment sur la Francophonie économique.

Les valeurs francophones peuvent être mises au service d'une mondialisation harmonieuse et d'un monde plus stable.

Toutefois, nous devons être vigilants et alerter le monde sur des points importants :

- tout d'abord, les écarts de richesse et leur mauvaise répartition constituent une menace pour la paix, alimentent de nombreux foyers de tension à travers le monde tout en exacerbant les crispations communautaires et religieuses ;
- ensuite, les insécurités économiques et climatiques sont des dangers pour nos sociétés. Elles sont souvent à l'origine des crises politiques et de leurs avatars : terrorisme, piraterie, criminalité, trafic de drogue et de personnes, corruption...
- et enfin, les vagues migratoires en provenance de l'Afrique et du Proche-Orient auxquelles nous assistons actuellement exigent des réponses politiques inclusives et un accompagnement économique de ces régions.

Face à ces menaces, les valeurs défendues par la communauté francophone constituent des réponses efficaces. L'enracinement démocratique, l'éducation pour tous et le dialogue entre les cultures, en sont les socles. De la même manière, les patrimoines culturels et les industries culturelles sont des remparts indispensables pour un monde plus apaisé et moins dangereux.

Par ailleurs, en raison de son importance démographique, de sa diplomatie d'influence mais aussi de la jeunesse de sa population, la communauté francophone doit peser dans les instances internationales pour établir des relations économiques plus justes, porteuses de valeurs, de générosité et de partage.

Excellences, mesdames et messieurs,

Je souhaite le meilleur succès à nos délibérations.
Je vous remercie de votre aimable attention.

**Allocution de Son Excellence Monsieur Macky Sall
Président de la République du Sénégal
à la cérémonie solennelle d'ouverture du Sommet d'Antananarivo**

Excellence, Monsieur le Président Hery Rajaonarimampianina, notre hôte,
Chers collègues, Chefs d'État et de gouvernement,
Mesdames, messieurs les Chefs de délégation,
Madame la Secrétaire générale de la Francophonie,
Mesdames, messieurs,
Chers amis et invités,

Avant de commencer mon allocution, je vous prie de bien vouloir observer une minute de silence à la mémoire de notre ancien Secrétaire général, Monsieur Boutros Boutros-Ghali, un grand militant de la Francophonie, arraché à notre affection en février dernier.

Il y a deux ans, se tenait à Dakar le XV^e Sommet de la Francophonie, sous le thème *Femmes et jeunes en Francophonie, vecteurs de paix, acteurs de développement*.

La grande Île nous reçoit aujourd'hui et nous propose de dissenter sur *la croissance partagée et le développement responsable comme conditions de la stabilité du monde et de l'espace francophone*.

Je remercie le Président Hery et le peuple malgache pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité généreuse dont ils nous gratifient.

Un Sommet de la Francophonie à Madagascar réveille forcément le souvenir de Jacques Rabemananjara, une grande figure de la littérature française qui, par son œuvre poétique majeure, inscrite dans le Mouvement de la négritude, exprime en même temps toute la diversité de la Francophonie culturelle.

La convergence dans la diversité, « *l'accord conciliant* » comme disait le Président Senghor, un des pionniers de notre Organisation, c'est ce qui fait la force de la Francophonie. Et la Francophonie gardera sa vocation de matrice féconde de valeurs convergentes lorsque, par la même vertu conciliatrice, elle demeure le terreau fertile où s'expriment avec la même aisance toutes nos diversités culturelles et civilisationnelles.

C'est pourquoi, par la vitalité créative des jeunes et la force mobilisatrice des femmes, le Sommet de Dakar a voulu s'inscrire dans la Francophonie des peuples, autour des idéaux de paix et de développement, pour construire un destin solidaire face à nos défis communs.

Au premier rang de ces défis, celui de la paix et de la sécurité nous engage à la prévention et à la résolution des conflits, à la lutte contre le terrorisme et autres formes de criminalité qui lui sont associées. C'est le cas au Mali, où nous devons rester mobilisés et solidaires pour soutenir le processus de réconciliation nationale, mais intransigeants sur le respect de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale du pays.

Au fil des ans, les missions de paix des Nations unies se sont accrues dans l'espace francophone, où se déroule la moitié des seize opérations en cours. De plus, 55 de nos États membres participent aujourd'hui à ces missions de paix, contre 36 il y a une décennie.

Le groupe francophone devrait donc mieux se faire entendre sur les discussions relatives aux mandats, aux conditions de déploiement et à l'équipement des missions de paix. C'est dans cet esprit que le Sénégal a organisé le 7 novembre dernier, au titre de sa présidence du Conseil de sécurité, un débat sur la thématique des opérations de paix face aux menaces asymétriques, auquel 58 participants ont pris part, dont notre Secrétaire générale.

Le 3^e Forum de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique des 5 et 6 décembre prochain abordera aussi cette problématique d'actualité.

Puis, il y a le défi lié à la question vitale de la sauvegarde de l'environnement. Deux des nôtres, la France et le Maroc, ont abrité avec succès les 21^e et 22^e Conférences des États parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Alors que nous sommes maintenant dans le temps de l'action, la Francophonie doit rester vigilante et mobilisée, non seulement pour le respect de l'intégrité de l'Accord de Paris sur le climat, mais aussi pour la mise en œuvre des engagements y souscrits.

Je salue, à ce propos, les initiatives du Président Hollande et de Sa Majesté le Roi Mohammed VI pour la prise en compte des besoins spécifiques de l'Afrique, notamment en matière de transition énergétique, de lutte contre la désertification, et de sauvegarde du bassin forestier et hydrographique du Congo et du lac Tchad.

Autre défi commun : la promotion de la démocratie et des droits humains. La Francophonie continue de jouer son rôle dans l'accompagnement des processus électoraux et la protection des droits humains. C'est une tâche essentielle parce que la Francophonie des valeurs se veut exigeante sur l'observance des principes de liberté, de droit, de justice et de lutte contre l'impunité.

C'est par égard à ces principes que plusieurs de nos pays sont parties au Statut de Rome sur la Cour pénale internationale, une juridiction aujourd'hui mise à l'épreuve par le retrait de certains États parties. Parce que la lutte contre l'impunité est à la fois un impératif moral de justice et de paix, notre Organisation restera attachée à la préservation de la Cour pénale.

En même temps, il est important de rappeler que la Justice pénale internationale ne peut véritablement remplir sa vocation universelle, être crédible et emporter l'adhésion de tous que si elle observe dans sa pratique les principes d'objectivité, de non sélectivité et d'impartialité, maintes fois réitérés par les résolutions pertinentes des Nations unies.

Le développement reste également un défi au cœur de nos préoccupations.

Au Sommet de Dakar, nous avons adopté une Stratégie économique de la Francophonie visant à faire de l'espace francophone un cadre plus dynamique d'échanges, d'investissement, de coopération et de solidarité.

Nous y avons souligné combien la mobilité, notamment celle des acteurs économiques, et le développement des partenariats étaient indispensables pour donner corps à un espace francophone adapté aux réalités d'une économie mondiale d'ouverture et de compétition.

Madame la Secrétaire générale Michäelle Jean déploie des efforts considérables dans ce sens, à travers des initiatives en faveur des jeunes et des femmes, par la formation et le développement d'incubateurs d'entreprises.

C'est en formant nos jeunes, en les occupant par l'emploi et d'autres activités génératrices de revenus que nous répondrons efficacement aux risques de marginalisation, de radicalisation violente et d'émigration clandestine qui affectent cette catégorie sociale vulnérable.

Je félicite Madame la Secrétaire générale pour ses efforts.

Mais c'est à nous, États membres, d'agir davantage. La Francophonie est encore loin d'avoir exploité tout son potentiel économique, alors même qu'elle dispose des technologies parmi les plus avancées, que l'esprit d'entreprise et d'innovation y prospère, et qu'elle a l'avantage de l'affinité linguistique et d'une même tradition juridique pour beaucoup de ses pays membres.

Nous pouvons mieux faire, par l'amélioration continue de notre environnement des affaires et la mise en place de mécanismes de financement adaptés, pour soutenir le commerce et l'investissement, notamment dans les projets de développement structurants, qui, ne l'oublions pas, libèrent toujours de nouvelles opportunités de croissance mutuellement bénéfique.

C'est pour contribuer à l'éclosion d'une francophonie du commerce, de l'investissement et des affaires que le Sénégal avait initié le 1^{er} Forum économique francophone en marge du Sommet de Dakar. La 2^e édition s'est tenue à Paris en octobre 2015. Pour bâtir notre stratégie dans la durée, je pense que ce forum pourrait être pérennisé par sa tenue régulière en marge de nos Sommets.

Je voudrais, pour conclure, remercier Madame la Secrétaire générale pour sa disponibilité et son engagement, ainsi que tous les pays membres pour leur soutien.

En passant tout à l'heure le témoin de la présidence de notre Organisation, j'espère que nous continuerons de travailler ensemble pour une Francophonie ancrée dans ses valeurs, dynamique par sa diversité et forte par sa vitalité économique.

Je souhaite plein succès aux travaux de notre Sommet.

**Allocution de Son Excellence Monsieur François Hollande
Président de la République française
à la cérémonie solennelle d'ouverture du Sommet d'Antananarivo**

Monsieur le Président de la République, cher Hery,

Je veux d'abord vous féliciter pour l'organisation de ce sommet. C'est l'événement le plus important que Madagascar organise depuis l'Indépendance. Je sais ce que ce défi a pu représenter et je veux ici vous dire toute notre satisfaction de voir ce matin qu'il a été parfaitement relevé.

Mesdames, messieurs les chefs d'État et de gouvernement, je me réjouis aussi de votre participation, car notre organisation ne vit que par les pays qui la constituent.

Je salue la secrétaire générale de la Francophonie, chère Michaëlle Jean, qui a donné une nouvelle impulsion à ce que nous sommes.

La Francophonie c'est une force. Ensemble nous formons une communauté humaine de plus de 250 millions d'habitants – on nous en promet même 750 millions dans 30 ans.

Notre langue, le français, est la deuxième enseignée dans le monde. Nous défendons des valeurs de liberté, nous portons des ambitions dans tous les domaines – économique, culturel, scientifique, environnemental – et sur tous les continents car ici tous les continents sont représentés.

Depuis deux ans, notre secrétaire générale, Michaëlle Jean, prépare et élabore de nouveaux projets au service de tous les francophones et surtout de leur jeunesse, qui doit être la grande priorité de notre organisation.

Et également, nous devons lui donner – et Macky Sall y est revenu – une dimension économique, technologique, forcément liée à la transition énergétique et écologique.

Mais notre organisation, c'est aussi un espace de solidarité. La première des solidarités, c'est quand un de nos pays est dans l'épreuve – et plusieurs d'entre nous ici ont été frappés par le terrorisme. Je pense à la France, forcément, mais aussi au Mali, à la Belgique, à la Tunisie, au Tchad, au Burkina Faso, à la Côte d'Ivoire et à tant d'autres.

Nous sommes des cibles parce que le français est la langue de la raison, de la liberté, de l'émancipation, parce que c'est en français que l'universalité des droits de l'Homme et du citoyen a été proclamée ; et c'est ce que les fanatiques n'acceptent pas et veulent nous combattre parce que nous sommes justement un espace de paix et de liberté.

Ensemble, nous partageons une langue qui est une langue ouverte au monde, comme le dit Daniel Maximin du français : « *le sang de tous les continents coule dans ses veines.* »

La première priorité donc pour la Francophonie, c'est d'abord de défendre la langue et la culture. Le français est notre trait d'union, même si ici certains parlent aussi l'arabe, l'anglais, le wolof, l'arménien, le roumain et tant d'autres langues qui doivent continuer à être préservées, protégées. Nous revendiquons le droit à la diversité, le refus de l'uniformisation. Nous sommes pour la pluralité des modes d'expression, des opinions, des croyances, des convictions. Et c'est pourquoi nous devons être exemplaires pour exprimer toute la créativité du cinéma, de la littérature, de la poésie, de la chanson en français ; et nous devons tous y veiller dans nos pays, mais également dans les négociations internationales.

Pour ce qui concerne la France, j'ai voulu que l'apprentissage du français, la connaissance du français, la maîtrise du français soient également renforcées, parce que c'est en maîtrisant la langue que les individus, que les citoyens peuvent accéder à des choix en toute conscience et en toute liberté.

De la même manière, j'ai voulu qu'en France, la formation linguistique des étrangers constitue également une priorité. Chaque nouvel arrivant doit avoir l'opportunité de parler le français. Cette ambition, nous devons aussi la porter pour tous les pays de l'espace francophone et je pense notamment aux pays africains.

D'ici à 2020, il manquera près de 180 000 professeurs de français en Afrique. Et dans nombre de pays, la scolarisation a parfois régressé depuis une génération. C'est pourquoi la France a décidé d'offrir une coopération éducative : 100 000 professeurs pour l'Afrique, gérés par l'Institut français.

Entre 2013 et 2015, j'ai également engagé l'Agence française de développement dans le secteur de l'éducation, de la formation, avec un niveau de participation d'un milliard d'euros, ce qui était historique. Je le fais parce que je considère que le français risque de se perdre s'il n'est plus enseigné ou s'il n'est plus véritablement parlé.

Faut-il aussi que dans les négociations internationales, nous puissions veiller à ce que l'exception culturelle soit reconnue, alors même que la révolution numérique bouleverse la création, la diffusion, le partage de valeurs des œuvres. Là aussi, c'est un chantier pour la Francophonie, parce que nous devons protéger les droits d'auteurs et nous devons faire en sorte que puissent se diffuser les créations francophones dans tous nos pays.

L'année prochaine, la France lancera le grand tour « Voyages en francophonie », qui proposera dans l'ensemble de l'espace francophone une centaine d'événements : festivals de musique, de chansons, de littérature, de poésies, de théâtre, de cinéma pour que nous puissions ensemble, partout, partager les mêmes émotions.

Défendre le français, la culture, c'est aussi affirmer des valeurs et la première d'entre elles, c'est la démocratie. La Francophonie doit être au côté des peuples qui se battent pour leurs aspirations à des élections libres et transparentes, avec des ordres constitutionnels qui soient respectés. C'est très important que nous puissions être, de ce point de vue, aussi incontestables que possible. Nous devons faire en sorte que nous puissions soutenir tous les efforts menés par bien des pays ici présents à une meilleure gouvernance, à une plus grande transparence. Et chacun peut se sentir concerné.

La France accueillera, du 7 au 9 décembre, le 4^e Sommet mondial du partenariat pour un gouvernement ouvert. C'était Barack Obama qui avait lancé cette initiative et, aujourd'hui, c'est la France qui en a la charge et la responsabilité. Soixante-dix pays seront représentés – beaucoup de francophones – et j'invite d'ailleurs ceux qui ne l'ont pas encore décidé de venir à Paris pour cet événement. Ce sera une façon de montrer comment nous pouvons faire vivre la participation des citoyens, leur expression. Et avec l'innovation, le numérique, comment nous pouvons mieux partager les expériences de chacun.

Madame la Secrétaire générale,

Vous êtes très active, et vous avez raison, pour lutter contre l'extrémisme violent qui menace notre mode de vie. La France soutient la mise en place d'un réseau francophone de lutte contre la radicalisation pour échanger des informations, partager là encore les pratiques les plus efficaces, proposer de l'assistance technique et mettre en place des programmes partout où ils sont nécessaires. Nous n'avons pas le droit d'abandonner des jeunes sans repères, de les laisser ainsi vulnérables, atteints par les mensonges de mouvements fondamentalistes. C'est le sens de l'initiative que vous avez lancée le 10 mars dernier, *Libres ensemble*, pour que les jeunes francophones luttent contre toutes les tentations de repli et que nous puissions aussi promouvoir les thèmes de la liberté et de l'égalité entre les sexes.

Je suis prêt aussi à ce que l'expérience que nous avons acquise, avec l'Office franco-québécois pour la jeunesse, puisse être généralisée et que nous puissions promouvoir des mobilités et des échanges Nord-Sud des jeunes francophones. Nous avons besoin qu'il y ait ces échanges, qu'il y ait cette connaissance et je soutiens pleinement le programme de volontariat de l'Organisation internationale de la Francophonie. La France est prête à s'y associer de deux manières : en identifiant avec l'Agence française de développement les projets qui sont labellisés par notre Organisation ; et en faisant que les jeunes qui font leur service civique en France – et ils sont de plus en plus nombreux, plus de 100 000 – puissent le faire également dans les pays francophones.

La Francophonie, c'est également la solidarité avec les pays qui sont émergents ou en développement. Je pense notamment aux pays africains – pas seulement – qui peuvent être entravés par le dérèglement climatique. Vous savez le rôle que la France a pu jouer en accueillant la CdP 21 à Paris, puis lors du Sommet de Marrakech, à l'occasion de la CdP22.

Nous sommes engagés, nous devons être mobilisés, parce que l'espace francophone est plus particulièrement concerné. Sur les 50 pays les plus meurtris par le réchauffement, 36 se situent en Afrique subsaharienne, avec toutes les conséquences : désertification, sécheresse, déforestation. La priorité, c'est donc l'accès à l'énergie et à l'électricité, et j'ai confirmé, lors du Sommet de Marrakech, que la France dégagerait deux milliards d'euros pour soutenir tous les projets qui iraient dans cette direction.

L'Europe peut également y ajouter ses propres fonds et ses investissements, mais nous devons, dans l'espace francophone, montrer que des projets existent et qu'ils peuvent trouver leur traduction concrète dans les prochaines années.

J'ajoute aussi un enjeu de solidarité, c'est celui de l'accès de tous aux soins, c'est-à-dire à la santé. Là encore, la Francophonie doit montrer l'exemple, nous devons faire en sorte qu'il y ait plus de médecins, de personnels soignants qui puissent être formés. Nous avons multiplié nos réseaux d'experts en santé publique, nous avons abaissé le prix des médicaments. Il est insupportable que des populations – parce qu'elles sont pauvres et démunies – soient en plus victimes de fléaux sanitaires, et c'est pourquoi la France est si attachée à l'avenir de l'Organisation mondiale de la santé.

Mais l'Afrique n'attend pas uniquement de l'aide, elle veut des investissements et des technologies. D'une manière générale, la Francophonie doit être un espace économique. Nous devons faire en sorte qu'il y ait de plus en plus d'étudiants francophones. Nous devons favoriser les déplacements des créateurs d'entreprise. Nous devons faciliter les investissements, nous devons faire que chaque jeune puisse comprendre la francophonie comme un atout supplémentaire pour réussir sa vie. Nous devons multiplier les forums économiques, nous devons faire que la francophonie puisse se conjuguer avec la science, avec la recherche, avec l'innovation, avec la technologie.

C'est un enjeu majeur parce que nous ne sommes pas simplement les héritiers d'un passé linguistique, nous sommes les promoteurs d'une conception du monde. C'est cela le sens de la Francophonie, c'est d'être ensemble parce que nous parlons la même langue, parce que nous avons aussi les mêmes objectifs, les mêmes volontés, les mêmes engagements ; et que nous pouvons même anticiper sur l'évolution du monde.

Ce monde qui est agité aujourd'hui par des menaces que nous connaissons, que nous combattons, ce monde qui est plein d'incertitudes, qui ne sait pas encore où vont aller les grandes décisions qui sont pourtant attendues. Un monde où les tensions restent fortes et où les extrémistes partout veulent ressusciter les peurs ; ou utilisent la nostalgie comme pour fermer la porte à l'avenir.

Nous savons que le repli sur soi c'est l'enfermement, car nous sommes dépositaires d'une langue qui est une langue universelle, une « *langue monde* ». Et nous savons tous qu'une identité ne se protège pas en érigeant des murs. La Francophonie, c'est une volonté, une volonté d'ouverture, de développement, de culture, de solidarité, la Francophonie c'est un choix, la Francophonie c'est une chance, la Francophonie c'est une promesse qui sera tenue.

Merci.

**Allocution du Très Honorable Justin Trudeau
Premier ministre du Canada
à la cérémonie solennelle d'ouverture du Sommet d'Antananarivo**

Bonjour à toutes et à tous.

C'est un réel plaisir pour moi d'être avec vous aujourd'hui en tant que Premier ministre du Canada, mais surtout en tant que fier francophone.

Je tiens à remercier le président de la République de Madagascar et la population malgache pour leur accueil chaleureux. Je souligne d'ailleurs que Monsieur le Président a étudié dans une université de chez nous, l'Université du Québec à Trois-Rivières. Son parcours témoigne ainsi des liens de toute nature qui se tissent entre les pays et les citoyens de l'espace francophone.

J'en profite aussi pour remercier ma grande amie, la Secrétaire générale et ancienne gouverneure générale du Canada, Michaëlle Jean, pour son travail formidable à la tête de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Michaëlle, ton leadership fait la fierté de tous les Canadiens.

L'OIF est une organisation qui apporte une contribution importante dans un monde en constante évolution et ce, grâce à son action et aux valeurs partagées qu'elle porte.

Pour nous, Canadiens, la Francophonie, c'est une appartenance fondée sur une langue, une histoire et une culture communes, qui nous unissent d'un bout à l'autre de notre vaste territoire. Et c'est aussi une fenêtre sur un monde riche et diversifié, fort de ses différences, mais uni dans ses valeurs et ses aspirations. Ainsi, même si bien des défis demeurent à relever, les opportunités à saisir sont nombreuses.

Les pays de l'Afrique jouent un rôle central au sein de la Francophonie. On le sait, l'Afrique est le continent avec la population la plus jeune au monde. Cela représente un potentiel inestimable pour ses pays mais aussi pour le Canada, qui s'y réengage afin d'y être un partenaire fiable sur le long terme.

En tant que père et ministre responsable de la Jeunesse, je rappelle à chaque occasion que les jeunes ne sont pas les leaders de demain, ils sont déjà les leaders d'aujourd'hui! Notre défi, c'est de leur donner une voix forte, d'être à leur écoute et d'intégrer leurs perspectives dans nos décisions. C'est aussi de leur garantir un environnement sain, à eux et aux générations qui les suivront, en se donnant les moyens de lutter activement contre la pollution et les changements climatiques, ce qui passe notamment par la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

Les jeunes d'aujourd'hui sont des citoyens du monde – ils souhaitent découvrir, apprendre, élargir leurs horizons. Ils ont une ouverture d'esprit et un désir de liberté et d'égalité qu'aucune autre génération auparavant n'a affichés. Mettons-les à contribution !

Nous devons tous aussi s'assurer de donner la place qui leur revient aux femmes et aux filles. Je suis féministe. Et j'en suis extrêmement fier.

Car les femmes et les filles ont un rôle essentiel à jouer en politique, dans le monde des affaires, dans la résolution des conflits et dans le maintien de la paix. Elles doivent participer pleinement à la société. Et ce n'est pas juste aux femmes de le dire, mais à nous, les hommes, aussi. C'est notre combat aussi. Parce que quand les femmes et les filles réussissent, on en bénéficie tous.

Mais pour que les femmes réussissent, nous devons d'abord nous assurer de respecter leurs droits fondamentaux. Le droit de vivre sans violence, le droit au libre choix en matière de santé sexuelle et reproductive, le droit à l'égalité et le droit à la participation pleine et entière à la société. Pourtant, trop souvent encore, ces droits sont bafoués. Les femmes et les filles sont victimes de violence physique et sexuelle. Elles se voient mariées, souvent en bas âge, sans leur consentement. Elles n'ont pas accès à l'avortement de façon libre et sécuritaire. Elles sont soumises à des mutilations génitales. C'est assez ! Il n'existe aucune excuse pour de telles pratiques, pour de telles violations de leurs droits fondamentaux. Tous ensemble, femmes et hommes, nous avons le devoir de mettre en place les conditions nécessaires afin que les femmes et les filles atteignent leur plein potentiel.

Les membres des communautés lesbienne, gaie, bisexuelle et transgenre souffrent dans trop de pays, incluant chez certains membres de la Francophonie présents ici aujourd'hui. On leur doit le même respect, les mêmes droits et la même dignité qu'à tous les autres membres de notre société.

D'autres défis se présentent aussi à nous, au premier chef la menace de la radicalisation et de l'extrémisme violent. Or, nous savons maintenant que les gens isolés ou marginalisés sont plus susceptibles de se radicaliser ou de tomber sous l'emprise de groupes extrémistes. À l'opposé, les gens qui se sentent intégrés, considérés et estimés à leur juste valeur ont beaucoup plus de chances d'apporter une contribution positive à la société.

Ainsi, afin de prévenir la radicalisation, nous devons mettre en place des stratégies de prévention. Ceci inclut la création d'une société où la diversité est célébrée et où nous maintenons un dialogue constant avec les membres des communautés minoritaires. Et parce que trop souvent nos jeunes sont plus vulnérables à la radicalisation, nous devons en faire plus pour eux, en offrant à tous les jeunes la formation professionnelle dont ils ont besoin afin qu'ils se joignent au marché de l'emploi et contribuent à l'épanouissement de leur société.

Souvent, on en vient à discuter des questions identitaires. Eh bien, l'identité canadienne est fondée sur des valeurs de diversité, d'inclusion et de démocratie. Celles-ci sont au cœur de notre réussite. Elles contribuent à renforcer notre classe moyenne et à permettre à plus de gens d'y accéder. Un pays multiculturel, fier de ses valeurs communes autant que de ses différences, avec deux langues communes. Ces dernières sont autant de fenêtres sur le monde qui s'ouvrent à nos enfants et à tous ceux qui choisissent de s'établir chez nous.

Laissez-moi maintenant dire quelques mots à mes compatriotes anglophones dans leur langue, eux qui embrassent le caractère bilingue de notre pays.

Le bilinguisme fait partie de la nature profonde du Canada. Il nous enseigne chaque jour à être plus forts et plus ouverts. La participation du Canada à la Francophonie nous offre aussi une tribune unique pour mettre de l'avant nos valeurs d'ouverture et de diversité ainsi que notre programme de renforcement socioéconomique pour tous.

Aujourd'hui, nous, les francophones du Canada, sommes l'une des composantes essentielles de cette société pluraliste et ouverte. C'est pourquoi nous sommes prêts à jouer un rôle de premier plan au sein de l'espace francophone mondial.

Nous en avons la preuve ici-même, puisque les Canadiens sont représentés à ce Sommet non seulement par le gouvernement fédéral, mais aussi par les gouvernements du Québec et du Nouveau-Brunswick. Actifs depuis longtemps au sein de la francophonie canadienne et internationale, ils y exercent un leadership remarquable.

Le gouvernement de l'Ontario souhaite maintenant se joindre à l'OIF à titre d'observateur, ce dont nous sommes tous très fiers. En effet, l'Ontario, qui compte quelque six cent mille francophones et des millions de francophiles, apportera certainement une contribution importante à l'Organisation. Le Canada appuie fermement sa candidature et enjoint tous les membres de l'OIF à en faire de même.

Comme Québécois, je tiens par ailleurs à souligner les efforts constants de protection et de promotion du français déployés par le gouvernement du Québec. En plus de défendre notre belle langue française, ces efforts permettent d'assurer le caractère bilingue du Canada et ils sont essentiels à la vitalité et à l'essor de notre langue chez nous et à travers le monde.

Nous sommes ici pour nos communautés francophones au pays et ici pour les francophones et francophiles partout sur notre planète.

Nous sommes déterminés à resserrer les liens qui nous unissent déjà. Nous nous engageons à créer de nouveaux liens avec les pays qui partagent notre vision d'un monde plus égal et meilleur.

Mes amis, c'est à nous de porter le changement positif dont nous avons besoin. C'est à nous de partager nos valeurs avec les autres sociétés francophones et francophiles. Le 21^e siècle nous appartient si nous sommes prêts à relever ensemble les défis auxquels nous sommes confrontés. Les opportunités qui s'offrent à nous sont sans précédent ; à nous de les saisir.

Les pays de la Francophonie ont un rôle déterminant dans l'avenir que nous laisserons à nos enfants et à nos petits-enfants. Tous ensemble, soyons à la hauteur de leurs attentes et livrons-leur ce monde meilleur qu'ils attendent avec tant d'impatience et qu'ils bâtiront avec nous, si on leur tend la main.

Merci.

**Allocution de Son Excellence Monsieur Rudy Demotte
Ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles
à la cérémonie solennelle d'ouverture du Sommet d'Antananarivo**

Mesdames, messieurs,

Mon premier mot sera pour remercier notre hôte, le Président Hery Rajaonarimampianina, et toute la population malgache pour leur accueil fraternel. Et mes remerciements iront ensuite à notre Secrétaire générale, Madame Michaëlle Jean, pour cette invitation à m'exprimer lors de l'ouverture de ce XVI^e Sommet.

Gilles Vigneault, qui fut l'un de nos chantres, disait : « *La Francophonie, c'est un vaste pays, sans frontières. C'est celui de la langue française. C'est le pays de l'intérieur. C'est le pays invisible, spirituel, mental, moral qui est en chacun de nous* ». Mais, cette semaine, cette « *patrie commune* » chère à Camus, ce « *pays intérieur* » de Vigneault, nous en faisons l'expérience sous l'une de ses facettes bien visible et bien concrète.

Au cœur d'un pays de cette Afrique ô combien emblématique de ce qu'est et sera plus encore demain la Francophonie internationale. Au cœur d'un pays rentré par la grande porte dans la communauté des siens et résolu à contribuer à son avenir.

Parler de Francophonie, c'est parler du monde ! Et notre monde, hélas, n'est pas sans nous inquiéter, étant en proie à de multiples facteurs de déstabilisation. Parmi ceux-ci, le terrorisme et l'extrémisme violent occupent une position dramatiquement obsédante, de par l'unanime répulsion qu'ils suscitent. Mais le terrorisme et la multiplication des conflits qui génèrent drames et déplacements de populations sont loin d'être les seuls facteurs de déstabilisation et d'angoisse que nous devons affronter ensemble.

La mondialisation, qui nous promettait monts et merveilles, n'a pas produit l'humanisme planétaire espéré. La crise financière puis économique génère chômage et régression sociale et oppose les plus précaires entre eux, entre les pays comme en leur sein. La montée en puissance des idées réactionnaires et la recrudescence du fait religieux, avec son lot de dérives sectaires, mènent une opposition de plus en plus ouvertement déclarée aux idées des Lumières. À quoi s'ajoute le défi commun que nous lance une planète agressée de toute part, par la surexploitation de ses sols, le pillage de ses richesses et le réchauffement climatique, auquel l'Afrique se trouve le plus durement et le plus injustement confrontée.

Ces éléments s'imbriquent, s'entremêlent et s'entrechoquent, produisant un cocktail détonnant dont les conséquences sont, au-delà même des actes sanglants, une exaspération des frustrations, une résurgence des égoïsmes, une montée du racisme et une réduction des droits sociaux, qui nourrissent, à leur tour, de nouvelles frustrations.

Sombre tableau me direz-vous. Certes, mais il est vital de le broser pour l'affronter comme tel. Car, pour les gouvernements comme pour les sociétés civiles, il ne peut être question de demeurer au niveau des constats.

Nos différents continents sont confrontés à des défis majeurs qui imposent aux responsables politiques d'agir ; dans la contrainte de l'urgence, certes, mais aussi en prenant le temps nécessaire de la réflexion quant aux réponses structurelles à apporter.

Face à ces forces destructrices, il importe de définir quelle réponse nous pouvons apporter ensemble. L'Histoire nous a donné tant de fois l'occasion de désespérer de l'humanité. Nous avons pourtant toujours trouvé la force de faire de ses enseignements douloureux, une source de progrès.

Mesdames, messieurs,

Nous faisons donc face à des défis colossaux, vitaux pour notre modèle de société et dont les dimensions sont planétaires. Et la Francophonie – notre Francophonie –, de par sa position et les principes qui la fondent, a un rôle majeur à jouer dans ce contexte. Car le champ d'action de l'Organisation internationale de la Francophonie a profondément évolué en quarante ans. Il a très largement dépassé la mission de stricte promotion de la langue pour s'étendre, notamment, à la promotion de l'État de droit, de la coopération et des droits de l'Homme. C'est ce qu'a d'ailleurs rappelé Madame la Secrétaire générale devant le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies en évoquant la défense du socle de valeurs humaines fondamentales – dont celle de tolérance – que nous partageons.

Comme j'ai déjà eu l'occasion de le préciser à de nombreuses reprises, c'est dans ce contexte que plusieurs des institutions constitutives de la Francophonie peuvent contribuer à la constitution d'un large espace démocratique dans lequel les échanges culturels, sociaux et économiques se verront renforcés.

Mais si nous voulons que la Francophonie soit cet acteur entendu et respecté, elle se doit de prêcher d'exemple. Elle doit être irréprochable en son sein et intransigeante sur ses valeurs.

Elle se doit d'être :

- un espace démocratique où prévaut le respect des droits humains ;
- un espace où l'on promeut une citoyenneté critique et responsable ;
- un espace de tolérance et d'ouverture à d'autres cultures ;
- et un espace de progrès partagé, où l'on soutient l'épanouissement individuel en offrant à toutes et à tous des chances égales d'émancipation sociale.

Il s'agit là d'autant de conditions *sine qua non* pour que la Francophonie réponde aux attentes de ses citoyens.

Mais pour assumer le rôle qui peut être le sien dans un monde en forte mutation, où la voie multilatérale est remise en question par les tenants du repli nationaliste et où les inégalités de développement persistent, voire s'accroissent, il faut aussi que la Francophonie fasse le choix de l'anticipation et de la prospective. Ceci implique, à mes yeux, de se positionner au centre des thématiques qui, demain, domineront l'agenda international. Au premier rang de celles-ci : la gouvernance du numérique et, oserai-je dire, la numérisation de la gouvernance.

Les transformations générées par cette révolution vont modifier en profondeur la vie des peuples et la manière de l'organiser politiquement. De nouveaux modes de gouvernance, multipartites, sont en train de se faire jour. Il s'agit d'en tenir compte. Nos combats paritaires contre le radicalisme, pour l'égalité femme-homme et pour un développement harmonieux passent par là.

Les premières initiatives prises en ce sens par la Francophonie sont prometteuses. Je pense, au plan de l'éducation, à l'Initiative pour le développement numérique de l'espace universitaire francophone (IDneuf) ou, sur le terrain économique, à la plateforme Finnov.

Mais nous pouvons aller plus loin. En mettant en commun nos plans numériques respectifs, nous pouvons ambitionner l'éclosion d'un nouveau modèle de développement et contribuer, comme aucune autre entité internationale, à la réussite de l'Agenda 2030 et des Objectifs du développement durable. En conjuguant notre volonté et notre créativité, nous pouvons faire barrage à la réaction et au relativisme. En promouvant nos acteurs numériques locaux, nous pouvons proposer des produits et des services innovants qui détermineront les marchés de demain. En unissant nos efforts au sein des enceintes multilatérales, nous pouvons influencer de manière décisive l'architecture de la gouvernance internationale à l'ère numérique.

La Francophonie, soyons-en conscients, dispose de la masse critique, de la représentativité géographique et des ressources créatives suffisantes pour être un acteur majeur de l'avènement de ce monde nouveau.

Mesdames, messieurs,

Nous parlons donc d'avenir et, comme le poète Gabriel Celaya, « *quand je parle d'avenir, ce n'est pas éventail d'utopies. Je ne pense qu'à l'enfant qui me regarde en face* ». Ceci pour vous dire que les devoirs qui nous incombent nous rendent, avant tout, comptables de ce que nous ferons pour répondre aux besoins et aux aspirations de notre jeunesse.

Une jeunesse présente à l'ouverture du Sommet pour nous délivrer un message fort.

Une jeunesse que nous savons dynamique, passionnée et avide de progrès.

Une jeunesse qui attend des réponses en matière d'enseignement, d'emploi, de culture et de solidarité.

Une jeunesse qui entend que l'on veille à son avenir, dans l'attente de le prendre en main, pour le léguer à son tour, avec des perspectives qu'il incombe à chaque génération de rendre meilleures.

Voilà pourquoi, mesdames et messieurs, pour conclure d'un mot, je dirai que notre responsabilité – d'homme politique, d'intellectuel, d'artiste, d'acteur social ou de citoyen – est de construire et de propager un message ambitieux sur la richesse de la diversité face aux simplismes de toutes les démagogies. Et de le faire en restant intransigeants sur nos valeurs communes qui sont le fondement de cette société démocratique et inclusive de toutes les différences.

Et je terminerai donc en reprenant les paroles de Kofi Annan qui, voici quinze ans déjà, déclarait à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU : « *La seule voie qui offre quelque espoir d'un avenir meilleur pour toute l'humanité est celle de la coopération et du partenariat* ».

C'est la voie que nous entendons suivre au sein de la famille francophone, en nous y engageant tous ensemble, avec la force invincible de la solidarité qui nous unit et nous fait avancer dans le sens du progrès.

**Allocution de Son Excellence Monsieur Johann Schneider-Ammann
Président de Confédération suisse
à la cérémonie solennelle d'ouverture du Sommet d'Antananarivo**

Monsieur le Président,
Madame la Secrétaire générale,
Excellences, mesdames et messieurs,

Je tiens à remercier le peuple et les autorités de la République de Madagascar pour leur accueil chaleureux et à les féliciter pour l'organisation de ce Sommet, le premier sur la grande Île. Je suis particulièrement heureux de pouvoir m'exprimer devant vous en cette année où la Suisse célèbre le 20^e anniversaire de son adhésion à la Francophonie.

Depuis 20 ans, c'est une Suisse de quatre langues et de quatre cultures qui s'engage pour les valeurs et les idéaux qui nous rassemblent, comme en témoigne ma présence aujourd'hui puisque je suis de langue maternelle allemande. La Francophonie s'emploie à faire vivre et à renforcer la diversité, si chère à nous, les Suisses. Avec notre allemand, notre italien, notre romanche et notre français, nous vivons en permanence cette diversité qui a forgé, dans mon pays, cet esprit de respect mutuel indispensable à une coexistence pacifique entre personnes de divers horizons.

Excellences, mesdames et messieurs,

L'extrémisme violent, la paix et la sécurité, le développement durable et les changements climatiques sont autant de défis parmi d'autres auxquels nous devons trouver ensemble des solutions. La Francophonie a un rôle à jouer et doit le revendiquer. En sa qualité de plateforme privilégiée de dialogue Nord-Sud, elle dispose d'une valeur ajoutée qu'elle se doit d'utiliser pour façonner la bonne gouvernance de demain.

Ici, à Antananarivo, nous devons oser prendre des engagements forts qui garantiront sur le long terme l'émergence d'une croissance juste et équitablement répartie, et par là-même la stabilité de notre espace francophone et du monde. Ces engagements doivent tendre à un développement responsable qui prenne pleinement en considération les aspirations et les besoins de la population et, en particulier, de la jeunesse.

L'intégration des jeunes dans le monde du travail constitue un défi majeur, surtout pour la jeunesse africaine. Pour ce faire, il convient de mieux valoriser les filières de formations professionnelles, souvent mal perçues pour des raisons socio-historiques. L'histoire suisse des 150 dernières années démontre que cela n'est possible que sur la base de partenariats sociaux forts impliquant tous les acteurs concernés, notamment les entreprises et les écoles professionnelles, mais également les autorités publiques.

L'intégration des jeunes passe aussi par leur participation aux décisions politiques les concernant. Dans ces sens, je suis particulièrement heureux que mon pays ait été l'initiateur de la présence ici, à Madagascar, de 20 jeunes provenant de l'espace francophone, qui ont travaillé à nos côtés sur les thèmes du Sommet et nous liront leur propre déclaration.

Excellences, mesdames et messieurs,

La Francophonie endosse aussi des valeurs de solidarité toutes particulières de par les liens étroits entre ses États membres. Le monde troublé dans lequel nous sommes appelle des solutions novatrices. La prévention de l'extrémisme violent, le « vivre ensemble », la lutte contre les causes profonde de l'insécurité devraient être des fers-de-lance de notre action consolidée.

Les réponses aux défis à venir feront précisément appel à ces solidarités. Dans ce contexte, nous devons exprimer clairement notre détermination à agir de manière concertée dans les enceintes internationales, en particulier dans le cadre des négociations sur les questions de changement climatique ou de mise en œuvre des objectifs de développement durable 2030. Ensemble nous pourrons peser sur les débats.

Je vous remercie.

**XVI^e Conférence des chefs d'État et de gouvernement
des pays ayant le français en partage**

Antananarivo (Madagascar), les 26 et 27 novembre 2016



**Allocution de Son Excellence Monsieur Issoufou Mahamadou
Président de la République du Niger
à la cérémonie solennelle d'ouverture du Sommet d'Antananarivo**

Excellence, Monsieur Hery Rajaonarimampianina, Président de la République de Madagascar,
Excellences, Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,
Madame la Secrétaire générale de la Francophonie,
Mesdames et messieurs les Ministres,
Mesdames et messieurs,

Je voudrais exprimer mes chaleureuses félicitations au Président Hery Rajaonarimampianina, au gouvernement de Madagascar et au peuple malgache pour la qualité de l'organisation de l'événement qui nous réunit aujourd'hui. Je voudrais aussi les remercier pour cet accueil des grands jours sur le territoire enchanteur de Madagascar, confirmant en cela la grande tradition d'hospitalité africaine et de partage qui le caractérise.

Je voudrais saluer Son Excellence Monsieur Macky Sall, Président de la République du Sénégal et Président du XV^e Sommet de la Francophonie qui, deux ans durant, a œuvré avec abnégation et efficacité pour faire avancer les différents programmes autour desquels nous sommes mobilisés.

Je tiens également à saluer Madame la Secrétaire générale de la Francophonie, Son Excellence Madame Michaëlle Jean, et le secrétariat de l'OIF pour l'excellent travail qu'ils ont abattu dans la préparation efficiente du présent Sommet. Le leadership et les qualités managériales de Madame Michaëlle Jean sont des atouts importants, qui confortent notre Organisation commune dans la poursuite de la mission que nous lui avons assignée.

Le Niger, qui a promu et abrité en 1970 l'adoption de la Convention de Niamey instituant la coopération culturelle et technique entre les pays ayant le français en partage et qui est, de ce fait, considéré à juste titre comme le berceau de la Francophonie, a toujours gardé un engagement fort et même émotionnel dans cette initiative du monde francophone. C'est le lieu de remercier la Francophonie pour avoir rendu hommage au Président Diori Hamani, premier Président de la République du Niger et un des pères fondateurs de la Francophonie avec les Présidents Bourguiba, Senghor et le Prince Norodom Sihanouk.

Nous sommes tout aussi reconnaissants pour l'hommage rendu au professeur Dan Dicko Dan Koulodo, deuxième Secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique, ancêtre de l'OIF actuelle, après le Canadien Jean-Marc Léger.

Nous constatons, aujourd'hui avec fierté que les acquis sont indiscutables, du fait de leur pertinence dans le contexte international actuel et de leur prégnance effective sur les questions essentielles de prévention des conflits, de paix et de sécurité, de tolérance, de solidarité et de partage.

Pour le Niger, le XVI^e Sommet de la Francophonie est donc un cadre mobilisateur qui doit nous permettre d'aller plus en avant dans la réalisation des nobles actions que nous poursuivons pour un monde meilleur, celui-là-même que la communauté internationale s'efforce de bâtir à travers des engagements renouvelés.

Nos engagements spécifiques dans le cadre de la Francophonie sont tous en phase avec les autres initiatives globales. Notre forte mobilisation dans ce creuset commun doit nous permettre de faire prévaloir davantage nos préoccupations, en coordonnant et en portant ensemble les décisions que nous prenons sur les sujets qui retiennent l'attention de la communauté internationale.

La question des changements climatiques, qui a fait l'objet de l'Accord de Paris et de la toute récente Déclaration de Marrakech, les Objectifs du développement durable à l'horizon 2030 adoptés par les Nations unies, les questions de migration qui ont fait l'objet du Sommet Union européenne-Afrique à Malte, la vision 2063 de l'Union Africaine et les autres stratégies globales ou régionales de développement sont autant de sujets sur lesquels nous devrions continuer à utiliser le levier de la Francophonie pour faire avancer nos préoccupations.

La Déclaration qui a été soumise à notre attention, tout comme le thème sous lequel est placé ce XVI^e Sommet, sont pleins de symboles forts et porteurs auxquels le Niger s'associe pleinement. Nous considérons le choix du thème, *Croissance partagée et développement responsable : les conditions de la stabilité du monde et de l'espace francophone*, que nous saluons, comme une volonté de la Francophonie institutionnelle de peser davantage dans les processus de négociation globaux, à travers les valeurs fortes que nous portons.

La sécurité et le développement sont des questions intimement liées ; autant il ne peut y avoir de développement dans un contexte d'insécurité, autant il paraîtrait difficile d'imaginer un monde de paix et de stabilité dans un contexte caractérisé par la pauvreté, l'injustice sociale, l'inégalité et l'absence de démocratie. Aujourd'hui, les questions de sécurité ont pris une dimension nouvelle et inouïe avec l'entrée en scène d'acteurs non étatiques aux moyens colossaux acquis sur les trafics de tout genre et utilisant des méthodes asymétriques terroristes, ce qui constitue un vrai défi pour la communauté internationale et, en particulier, pour les pays membres de l'espace francophone.

Les États de la zone sahélo-saharienne et du bassin du lac Tchad, où sévissent des organisations terroristes en lien avec les organisations criminelles de trafic de drogue, d'êtres humains – notamment de migrants – et d'armes, œuvrent à mutualiser leurs moyens pour faire face ensemble à ce défi commun. C'est ainsi que dans le bassin du lac Tchad, le Cameroun, le Niger, le Nigeria et le Tchad ont mis en place une force mixte multinationale, constituée de contingents des pays membres pour combattre les terroristes de la secte Boko Haram, dont les exactions engendrent des morts ainsi que des centaines de milliers de réfugiés et de personnes déplacées.

Les opérations de la Force mixte multinationale (FMM) ont permis d'enregistrer d'importantes victoires sur l'ennemi. Je suis convaincu que le modèle de la FMM opérant dans le bassin du lac Tchad peut nous inspirer dans le combat que nous menons contre les organisations terroristes ailleurs en Afrique. S'agissant du Nord-Mali, qui reste une profonde source de préoccupation pour toute la région, je suis convaincu qu'un mandat offensif de la Minusma ou une force sur le modèle de la FMM sont les seules alternatives crédibles au regard de l'évolution de la situation. C'est le lieu de rendre hommage au Président de la République Française, Monsieur François Hollande, pour son engagement dans la lutte contre le terrorisme à travers, notamment, l'opération Serval au Mali et l'opération Barkhane dans l'ensemble du Sahel. Nous avons besoin du soutien conséquent de tous les États membres de l'espace francophone, conformément à notre engagement commun contenu dans la Déclaration de Saint-Boniface, au Canada, sur la prévention des conflits et la sécurité humaine.

Excellences, mesdames et messieurs,

La stabilité du monde et de l'espace francophone appelle à une meilleure articulation de la gouvernance mondiale, aussi bien sur le plan politique qu'au niveau des partenariats pour le développement.

Les inégalités entre pays et au sein d'un même pays n'ont jamais été aussi fortes. Ces inégalités, les effets désastreux des changements climatiques, l'explosion démographique génèrent et aggravent la pauvreté et poussent des millions d'hommes et de femmes sur les chemins périlleux de la migration. Je me félicite du plan d'action sur les migrations adopté à La Valette à l'occasion du sommet Union européenne-Afrique. Je souhaite, en conséquence, une mobilisation accrue des ressources financières en vue de s'attaquer aux causes profondes des migrations et mettre ainsi un terme au drame des migrants à travers le Sahara et la Méditerranée.

Par ailleurs, une meilleure gouvernance politique et économique mondiale à travers la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies, d'une part, et une meilleure réglementation de l'économie mondiale, d'autre part, contribueront certainement à l'avènement d'un monde plus juste et plus humain.

Excellences, mesdames et messieurs,

Le Niger est profondément attaché à la Déclaration de Bamako sur la démocratie, les droits et les libertés dans l'espace francophone. La primauté et le respect du principe de l'État de droit, les libertés d'expression et d'association, la liberté de la presse, une Justice indépendante sont indispensables pour créer les conditions d'une démocratie dynamique et inclusive.

Le Niger continue à consolider l'État de droit et les institutions démocratiques et d'enregistrer des progrès considérables dans les domaines de la bonne gouvernance, du respect des droits humains et des libertés publiques, et du respect de la liberté de la presse. Cela est attesté, au demeurant, par les classements établis par les institutions internationales de référence. Je suis heureux de signaler à cet égard que les efforts du Niger dans le cadre de l'amélioration de la gouvernance lui ont permis, en cinq ans, de passer de la 134^e à la 99^e place dans le classement mondial de l'indice de perception de la corruption de Transparency International et de la 139^e place à la 52^e place en ce qui concerne l'indice de liberté de la presse.

Le Niger souscrit pleinement aux principes et objectifs poursuivis dans la Déclaration d'Antananarivo, notamment dans ses aspects relatifs aux jeunes et aux femmes. Nous devons, dans nos politiques publiques, donner la place qui sied à l'éducation et à l'emploi pour faciliter l'intégration politique, économique et sociale de la jeunesse, en particulier de la jeune fille.

C'est pourquoi le programme de renaissance du Niger, sur la base duquel j'ai été élu et qui guide le travail du gouvernement nigérien, met l'accent sur l'école gratuite et obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans, permettant notamment de mettre fin aux mariages précoces et de contribuer à la création des conditions de la transition démographique.

Le programme de renaissance met également l'accent sur la formation professionnelle et technique, ainsi que sur la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes. D'ici 2020, ce sont 40% des enfants nigériens qui seront orientés vers les centres de formation professionnels et techniques.

S'agissant de l'entrepreneuriat des jeunes, le programme des incubateurs mis en place par l'OIF est un levier important que nous soutenons. De même, le Niger, qui a abrité deux éditions du Forum international francophone Jeunesse et emplois verts (Fijev), continuera à soutenir cette importante initiative dédiée à la jeunesse francophone.

Le programme de renaissance met également l'accent sur l'Initiative « 3N », les « Nigériens nourrissent les Nigériens », véritable révolution verte et partie intégrante de notre contribution déterminée au niveau national dans le cadre de la lutte contre les effets des changements climatiques. Notre programme met aussi l'accent sur les infrastructures routières, ferroviaires et énergétiques, qui font partie intégrante des mesures visant à renforcer les bases de notre économie et à améliorer le climat des affaires.

Le Niger est convaincu que l'enjeu majeur est résolument celui du développement. Les questions de paix et de sécurité, le partage équitable des ressources, les changements climatiques, les problèmes de gouvernance au sein des pays et sur le plan international sont autant de sujets liés.

Excellences, mesdames et messieurs,

Le monde francophone attend beaucoup de ce sommet. C'est à travers une coopération plus solide, un partenariat sincère, une gouvernance mondiale plus adaptée, un engagement international déterminé dans la lutte contre le terrorisme, des politiques publiques pertinentes que nous créerons sans aucun doute un monde plus sûr, plus juste et par conséquent plus stable.

Je vous remercie.

**Allocution de Son Excellence Monsieur Idriss Deby Itno
Président de la République du Tchad
Président en exercice de l'Union africaine
à la cérémonie solennelle d'ouverture du Sommet d'Antananarivo**

Monsieur le Président de la République de Madagascar,
Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,
Madame la Secrétaire générale de la Francophonie,
Distingués invités,
Mesdames et messieurs,

Je voudrais exprimer à mon frère, le Président Hery, au gouvernement et au peuple malgaches ma haute appréciation de l'accueil chaleureux et des dispositions prises pour l'excellente organisation de ces assises. Je voudrais aussi féliciter Madame la Secrétaire générale de la Francophonie pour son investissement personnel au rayonnement notre organisation.

La majorité des États membres de l'OIF sont africains, membres de l'Union africaine, organisation que j'ai l'honneur de présider. Aussi, ai-je l'honneur de m'adresser à cette auguste assemblée en ma double qualité de président de la République du Tchad et de président en exercice de l'Union africaine.

Distingués invités, mesdames et messieurs,

La tenue de ce Sommet de la Francophonie intervient dans un contexte difficile. Il l'est davantage aux États africains qui sont confrontés à une triple crise sécuritaire, économique et environnementale sans précédent. En effet, l'Afrique est devenue l'un des théâtres du terrorisme et de la criminalité transfrontalière. L'exemple de l'espace du Sahel, dont les pays sont majoritairement francophones, en est l'illustration.

Face à ces défis graves qui hypothèquent sérieusement son émergence, voire son existence, le continent africain s'organise à travers l'Union africaine, ses communautés économiques régionales et ses États membres pour y apporter des solutions. Au plan sécuritaire, l'Union africaine dispose d'instruments appropriés. Il s'agit, entre autres, de l'Architecture africaine de paix et de sécurité, qui prévoit la mise en place des forces régionales dites Forces africaines en attente, la Capacité africaine de réponse immédiate aux crises (Caric) et le processus de Nouakchott sur la coopération en matière sécuritaire.

Je tiens à préciser que l'Union africaine a été ces dernières années aux avant-postes dans deux pays francophones en mettant en place la Mission de soutien à la Centrafrique (Misca) et la Mission de soutien au Mali (Misma). Ces deux missions sous conduite africaine ont aidé à stabiliser la situation dans ces pays avant d'être transformées par la suite en missions de paix des Nations unies. Je voudrais aussi relever que les troupes qui composent l'Amisom en Somalie sont exclusivement africaines.

Il en est de même de la brigade de la Monusco, composée de contingents africains et qui a accompli un excellent travail en République démocratique du Congo. Ce grand pays

francophone doit être soutenu dans ses efforts de paix et de stabilité. Et je voudrais saluer l'accord conclu entre le gouvernement et l'opposition avec la facilitation de l'Union africaine. L'expérience enrichissante de ces missions doit amener les partenaires à soutenir les efforts de l'Afrique visant à assurer sa propre sécurité. Il y a aussi lieu de noter l'existence de cadres de coopération en matière de sécurité qui sont mis en place au niveau régional à l'image de la Force multinationale mixte dans le bassin du lac Tchad. Il en est de même du G5 Sahel, qui regroupe cinq pays africains francophones – à savoir le Niger, la Mauritanie, le Mali, le Burkina et le Tchad –, qui a décidé de mettre en place une force mixte dédiée à la lutte contre les groupes terroristes, les criminels et autres trafiquants. Les pays du G5 Sahel sollicitent le soutien actif de la communauté francophone ainsi que celui de l'ensemble de la communauté internationale pour lutter efficacement contre ces phénomènes qui mettent à rude épreuve la paix et la stabilité, et compromettent gravement le développement de ces États.

Distingués invités, mesdames et messieurs,

Au plan environnemental, l'Afrique est confrontée à un défi énorme, qui est celui du changement climatique. Ce qui se traduit par la sécheresse, la désertification, la déforestation, le phénomène El Niño, l'assèchement et l'ensablement des cours d'eau. Les effets conjugués de l'insécurité, du terrorisme et du changement climatique exacerbent la pauvreté et le sous-développement dans notre continent. Les vagues migratoires des jeunes africains vers l'Occident dont des milliers périssent dans la mer est l'une des conséquences dramatiques de ces phénomènes. C'est pourquoi, nous devons agir au mieux et au plus vite si nous voulons construire un monde stable où nos peuples pourront vivre sans crainte et s'épanouir de manière durable.

C'est en ce sens que se situe la pertinence du thème de ce Sommet de la Francophonie, *Croissance partagée et développement responsable : les conditions de la stabilité du monde et de l'espace francophone*. Il est indéniable qu'il y a un lien étroit entre développement et sécurité, qui sont, en somme, les faces d'une seule et même réalité. La Francophonie qui se veut une organisation des peuples devrait davantage faire montre de solidarité agissante, aussi bien dans le domaine de la sécurité, du développement que celui de la lutte contre le changement climatique. On ne peut tenir ce pari de développement partagé sans prendre en compte les préoccupations et aspirations des jeunes et des femmes, qui sont les vecteurs du progrès et de la croissance.

Je voudrais, à cet égard, me féliciter de l'intérêt grandissant que notre organisation accorde à la problématique de l'emploi des jeunes et des femmes. Nous devons décupler nos efforts pour créer de l'emploi pour les jeunes et les femmes afin de les soustraire à la précarité matérielle, à la migration et au radicalisme en vogue dans notre monde.

Je voudrais saluer les actions positives de l'OIF en matière de formation, de gouvernance, de renforcement de l'État de droit, de prévention des conflits et d'appui aux processus électoraux. Je souhaite que toutes ces actions bénéfiques soient menées en concertation avec l'Union africaine, qui dispose d'instruments pertinents à cet effet.

Pour finir mon propos, permettez-moi d'exprimer ma joie de me trouver aujourd'hui dans cette île célèbre, qui a contribué à l'épanouissement de la Francophonie et à l'émancipation de l'Homme africain. Madagascar a donné à l'Afrique et au monde francophone de brillants poètes, tel Jacques Rabemananjara, des dramaturges, comme Michel Rakotoson, et un journaliste et biographe que j'ai eu l'honneur de rencontrer, en la personne de Sennen Andriamirado.

Puisse le Sommet d'Antananarivo être celui de la solidarité agissante et des actions concrètes !
Je souhaite pleins succès à nos travaux.

Je vous remercie.

**Allocution de Son Excellence Madame Michaëlle Jean
Secrétaire générale de la Francophonie
à la cérémonie solennelle d'ouverture du Sommet d'Antananarivo**

Excellences,
Monsieur le Président de la République de Madagascar,
Monsieur le Président du Sommet, Président de la République du Sénégal,
Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,
Mesdames et messieurs les Chefs de délégation,
Chers amis de la Francophonie,

Et je veux vous saluer vous aussi, les jeunes qui venez de porter ici les voix et les attentes de la jeunesse, y compris les jeunes artistes qui nous ont tous profondément touchés.

Ma nao na

Le moment tant attendu de ce XVI^e Sommet de la Francophonie à Antananarivo est enfin arrivé.

Merci, Monsieur le Président, pour tous les efforts déployés, pour toutes les énergies mobilisées, pour l'accueil, l'hospitalité authentiquement malagasy que vous nous réservez.

Madagascar a su convoquer et abriter ce sommet, en plaçant haut la barre, à la hauteur d'un enjeu crucial et sur un thème primordial.

Et c'est avec l'ensemble de la population malagasy, c'est avec les populations de tout l'espace francophone, sur les cinq continents, avec toutes ces collectivités si vaillantes, si ingénieuses, cette extraordinaire mosaïque de cultures, de savoir-faire et d'expérience bien enracinés ; c'est avec tous nos entrepreneurs, les femmes, les jeunes qui ont de l'énergie à revendre, une créativité et un dynamisme dont on ne peut se passer ; c'est avec toutes ces forces vives qu'il nous faut penser et engager de manière inclusive la croissance partagée et le développement responsable, pour toute la stabilité souhaitée.

Tout l'exige !

Notre monde est déchiré par des crises et des conflits, par des menaces inédites, par des inégalités toujours plus marquées.

La communauté des nations le reconnaît. Et la Francophonie s'est fortement mobilisée dans toutes les grandes conférences de l'Agenda 2030 pour un développement humain et économique équitable et durable. Notre planète est, chaque jour, un peu plus menacée par nos excès irresponsables et nos pratiques irrespectueuses des générations qui suivront.

La communauté des nations le reconnaît. Et la Francophonie s'est, là encore, fortement mobilisée, à la Conférence de Paris sur le climat comme à celle de Marrakech. Tandis que l'on peine à rattraper tous les retards et les décennies perdues, éclatent désormais, sous nos yeux, de la manière la plus violente, la plus dramatique, la plus déstabilisante qui soit, les conséquences d'années d'égoïsme, d'indécision ou d'inaction.

La communauté des nations est désormais bien obligée de le reconnaître : tout l'exige !

Car ils sont des dizaines de millions de femmes, d'hommes, de jeunes et d'enfants à fuir des conflits qui frappent d'abord les populations civiles, à fuir des exactions de toutes sortes, l'insécurité et la terreur, à fuir la pauvreté extrême et son cortège de calamités, à fuir des sols qui ne produisent plus, des déserts qui s'étendent, des cours d'eau asséchés, des rives qui disparaissent.

Et, il faut enfin dire, en toute honnêteté, que la grande majorité de ces désespérés trouve refuge dans des pays frontaliers, déjà fragiles. Tandis que des pays qui auraient vraiment les moyens de les accueillir dignement se barricadent derrière des murs dérisoires et des politiques de quotas qui vont à l'encontre de toutes nos valeurs et de notre responsabilité de protéger.

Ils sont, aussi, des dizaines de millions de jeunes à affronter le chômage et, même lorsqu'ils ont un emploi, à vivre sous le seuil de la pauvreté. C'est là, l'un des plus grands scandales de notre époque. C'est aussi, nous le savons, un risque majeur pour la sécurité et la stabilité du monde.

Notre monde est ébranlé dans ses fondements. Les peuples sont ébranlés dans leurs certitudes, et entravés dans leur quête de repères et de réponses.

Et l'on voit comment tous ces désarrois, toutes ces peurs, la tentation du repli sur soi et du rejet de l'autre sont exploités jusqu'à tenir lieu de discours voire de programmes électoraux. Nos valeurs de solidarité, de fraternité, sont en danger.

Et l'on voit aussi combien le désenchantement, la désespérance sont devenus un terrain fertile pour ces groupes criminels, sans loi et surtout sans foi, qui cherchent à déstabiliser, à isoler jour après jour, tous les pays, par des attaques lâches et meurtrières, pour dégager la voie de leurs trafics de drogue, d'armes et d'êtres humains. Je pense en cet instant à toutes ces victimes cruellement fauchées.

Nous ne sommes pas épargnés. Nous payons, nous aussi, un lourd tribut au terrorisme. Mais nous restons debout ! Nous résistons !

Et lorsque des jeunes de l'espace francophone se rassemblent par millions pour clamer leur désir de vivre libres ensemble, c'est parce qu'ils sentent que l'universalité des droits et des libertés est en danger !

Excellences,
Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,

La Francophonie est bien au cœur de toutes ces menaces, de tous ces défis, de toutes ces urgences. Et au Sommet de Dakar, en novembre 2014, vous en avez tiré les conséquences. Vous avez adopté une feuille de route des plus denses. Une feuille de route que tous les acteurs de la Francophonie contribuent, depuis, à mettre en œuvre. Chacun selon son champ de compétences et d'expertise, mais toujours dans un esprit de synergie et de complémentarité, entre eux, comme avec nos partenaires internationaux.

Je veux saluer ici : les équipes de l'OIF à Paris et dans ses représentations permanentes à New York, Genève, Bruxelles, Addis-Abeba ; comme dans ses bureaux régionaux à Port-au-Prince, Lomé, Libreville, Hanoï, Antananarivo, Bucarest ; avec aussi son Institut pour le développement durable à Québec et celui, tout récent, pour l'éducation et la formation à Dakar.

Je veux saluer le travail de notre Assemblée parlementaire de la Francophonie, de l'Agence universitaire de la Francophonie, de l'Association internationale des maires francophones, de l'Université Senghor d' Alexandrie, de TV5 Monde et de nos conférences des ministres de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports.

Avec la mise en œuvre de la Stratégie économique, nous avons ressenti encore plus la nécessité de rassembler les ministres du Commerce et des Finances. Nous mobilisons partout le secteur privé, les acteurs économiques, les entrepreneurs.

La Francophonie des peuples trouve toute sa vigueur aussi dans l'engagement de très nombreuses organisations internationales non gouvernementales et de la société civile, qui répondent avec enthousiasme. La Francophonie, enfin, s'appuie solidement sur ses réseaux institutionnels, ses réseaux professionnels et d'experts, ses réseaux de femmes et de jeunes.

Que de savoir-faire croisés pour traduire cette feuille de route en actions ! Autant d'acteurs de construction massive pour la paix et la stabilité, pour la promotion d'une culture démocratique intériorisée, pour la consolidation de l'État de droit, pour le plein respect des droits et des libertés, pour l'accès de toutes et de tous à une éducation et à une formation de qualité, pour la création d'emplois décents et pérennes, pour une croissance partagée, un développement responsable.

Excellences,
Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,

Notre force, c'est ce multi-partenariat, ouvert à toutes les possibilités.

Tout l'exige parce que le monde bouge. Notre force, c'est aussi la volonté d'un multilatéralisme réellement assumé, sincèrement solidaire.

Tout l'exige parce que l'heure est grave, parce qu'il y a urgence. Parce que nous n'avons plus d'autre choix que d'affronter et de gérer, tous ensemble, ces menaces, ces défis, ces urgences qui nous concernent tous et dont les effets se font sentir sur tous.

Tout l'exige, au moment où des voix s'élèvent pour prôner le retour à l'isolationnisme, au protectionnisme, à l'unilatéralisme, au moment où des voix s'élèvent pour remettre en cause la légitimité, voire l'utilité des organisations régionales, internationales et même celle des Nations unies.

Si perfectibles soient-elles, nous avons plus que jamais besoin de ces enceintes de concertation, de dialogue, de négociation, de mobilisation autour d'engagements et d'idéaux communs. Nous avons plus que jamais besoin d'une Organisation internationale de la Francophonie, parce qu'elle est à nulle autre pareille. Ce XVI^e Sommet est capital. Nous sommes comme jamais face à nous-mêmes, face à nos responsabilités.

Quelle Francophonie voulons-nous ?

C'est à vous, Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement, qu'appartient la réponse. Voulez-vous une Francophonie moins pensante, moins agissante, moins présente ? Ou voulez-vous une Francophonie en prise directe avec les urgences et les défis du monde, une Francophonie qui porte dans toutes les instances un plaidoyer fort, une Francophonie qui agit au quotidien au plus près du terrain et des populations, une Francophonie qui sans cesse innove, propose, ose, une Francophonie de toutes nos solutions et de tous les possibles ?

Libre à nous d'oublier que la Francophonie est née d'une grande idée, lumineuse, moderne, au service d'une ambition plus grande encore : celle d'un « *humanisme intégral* », qui trouve, comme jamais, dans ce monde déboussolé et déshumanisé, sa raison et sa nécessité d'être.

Cette ambition, toutes les équipes de la Francophonie sont prêtes à la renouveler, à la vivifier, à la concrétiser. Si tel est aussi votre souhait, donnez-nous, donnons-nous, ici, les moyens de cette grande ambition.

Missatoha